



Actualité:

Réforme du droit des installations classées

Il faut regarder très attentivement la réforme du droit des installations classées dont les enjeux sont considérables et dont les conséquences doivent être anticipées par l'ensemble des entreprises du secteur industriel.

Notre cabinet, qui a directement participé aux travaux du Grenelle de l'environnement, est associé à l'élaboration de cette réforme.

Il existe aujourd'hui deux régimes pour les installations classées, celui de l'autorisation qui concerne 54000 installations, et celui de la déclaration qui concerne environ 450000 installations.

Dans un souci de simplification et de relance de l'investissement industriel, le gouvernement souhaite créer un troisième régime qui serait celui de l'autorisation simplifiée.

Une grande partie des installations classées actuellement soumises au régime de l'autorisation descendraient dans le régime de l'autorisation simplifiée, mais il n'est pas exclu que des installations classées actuellement soumises à une simple déclaration remontent vers le régime de l'autorisation simplifiée.

Le gouvernement ayant été habilité à procéder par voie d'ordonnance, le projet est déjà en cours ainsi que son décret d'application.

Pourraient suivre des décrets nomenclatures pour assurer le transfert effectif des installations vers leur régime définitif.

Cette réforme qui devrait entrer en vigueur très prochainement comporte certes des opportunités pour les entreprises mais également des risques juridiques et contentieux qu'il est absolument indispensable d'étudier et d'anticiper au cas par cas.

Billet:

En ce début d'année le cabinet s'honore de participer à deux reprises déjà à l'élaboration de codes de l'environnement.

En effet, alors qu'un contrat a été passé avec le Vice Premier Ministre du Gabon, Madame Koko, pour la réalisation d'un code de l'environnement en septembre 2008, la Principauté de Monaco vient de rendre public le projet de code de l'environnement élaboré par le cabinet au cours de l'année 2008. Ce texte ambitieux, qui reconnaît les grands principes du droit de l'environnement, comporte en particulier un volet énergie très novateur et la reconnaissance de la réparation du préjudice écologique.

Il est fondamental dans la période charnière que nous vivons aujourd'hui, que les Etats prennent conscience au plus haut niveau de la nécessité impérieuse de protéger leur patrimoine qui constitue bien évidemment leur première richesse laquelle n'est pas fluctuante au gré des cours du marché boursier.

Le travail que le cabinet s'honore d'avoir pu accomplir dans deux pays aussi différents que Monaco et le Gabon illustre le rôle fondamental que le droit doit et peut jouer pour dessiner le monde auquel nous conduit la crise actuelle.

Corinne Lepage



Nous participons à:

- 1^{er} dec 2008: Groupe Adecco: « les enjeux RH liés à l'environnement et au développement durable: nouvelles opportunités, nouveaux métiers, nouveaux défis ». C.LEPAGE
- 3 Dec 2008: Pollutec Lyon: Les implications du Grenelle sur l'environnement industriel. MP.MAITRE
- 3 Dec 2008: Pollutec Lyon: Les nouvelles responsabilités en matière environnementale. C.LEPAGE
- 4 Dec 2008: Sites et Sols Pollués: quelles nouvelles problématiques? A.MOUSTARDIER F.BRAUD.
- 4 et 5 Dec 2008: EFE: Réaliser une veille réglementaire environnementale. MP.MAITRE.
- 9 Dec 2008: EFE Bruxelles: Réformes des marchés de l'énergie: F.BRAUD A.FOURMON.
- 12 Dec 2008: Syndicat National des inspecteurs en santé publique vétérinaire: De la santé publique vétérinaire au développement durable, quelle place pour les ISPV et les vétérinaires de l'Etat. C.LEPAGE
- 20 Janvier 2009: SNCF Participations: C.LEPAGE C.HUGLO MP MAITRE
- 21 Janvier 2009: Cercle français de l'eau: Quelle organisation pour une politique efficiente et cohérente? C.LEPAGE
- 24 Janvier 2009: INSEAD: Changement climatique + épuisement des ressources=une opportunité pour les entreprises? C.LEPAGE
- 27,28,29 et 30 Janvier 2009: IFORE: Formation des inspecteurs des installations classées en droit des déchets. MP MAITRE.L.GRINFOGEL
- 28 Janvier 2009: Lancement du « Toit Citoyen »: les collectivités locales et la démocratie participative. C.LEPAGE.

Nous avons écrit:

- Circuméo N°55 Nov/ dec 2008: Projet de loi de transition environnementale: le minimum vital. C.LEPAGE
- La Tribune 16 dec 2008: Plan de relance historique manquée. C.LEPAGE
- L'Hebdo face au Risque 1^{er} dec 2008: Publication de la liste des ouvrages d'infrastructures de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses concernés par l'établissement d'une étude de danger. Service Recherche et Veille Juridique.
- Environnement & Technique dec 2008: Grenelle II: du nouveau concernant la performance énergétique des bâtiments. C.HUGLO, MP.MAITRE, B.BERGER.
- Le Monde 13 janv 2009: Justice : une dérive autocratique. C.LEPAGE.
- Face au Risque l'hebdo 19 Janv 2009: De l'établissement des études de dangers des installations pyrotechniques. Service Recherche et Veille Juridique.
- La Gazette de Monaco 15 janvier/14 février 2009: « Un code de l'environnement: entretien avec Robert Calcagno et Corinne Lepage ».

Ils ont dit:

- Le Figaro 19 déc 2008: Erika: Total responsable de la pollution. C.LEPAGE
- Ouest France 19 déc 2008: Erika: Le petit port a gagné contre Total. C.LEPAGE
- AFP 19 déc 2008: Erika: Total responsable de la pollution occasionnée par son fioul. C.LEPAGE
- La Gazette des Communes 19 déc 2008: Pays de Loire; Erika: Mesquer obtient la condamnation de Total. C.LEPAGE.
- Le Monde 18 déc 2008: Marée noire Erika: Total est responsable. C.LEPAGE
- Les Echos 19 déc 2008: Erika: nouveau revers juridique pour Total. C.LEPAGE
- Libération 18 déc 2008: Le fioul de l'Erika: un déchet dont Total est responsable selon la Cour de Cassation.
- La Provence 29 novembre 2008: Les industriels planchent sur la gestion de leurs déchets. MP.MAITRE.

